

Les crédits

de 3 p. 100 en termes réels, alors que les inscriptions ont grimpé de 30 p. 100.

J'aimerais faire remarquer que nous avons 500 000 étudiants à plein temps dans nos 37 universités canadiennes. Au cours de la dernière décennie, les inscriptions ont augmenté de 35 p. 100. Les statisticiens ne l'avaient pas prévu. Ils n'avaient pas prévu que 12,5 p. 100 et non 9 p. 100 des étudiants s'inscriraient.

Je voudrais conclure en disant qu'avec de telles statistiques, de telles ressources humaines et un tel taux de croissance, nous ne pouvons pas nous priver d'investir dans l'éducation comme nous devons le faire.

M. Kempling: Madame la Présidente, je ne puis que recommander au député de sortir du Parlement et de visiter le Canada d'un océan à l'autre, comme je l'ai fait.

M. Mifflin: Je l'ai fait aussi.

M. Kempling: Il pourrait découvrir certaines réalisations.

Je lisais aujourd'hui sur une société appelée *Generation 5 Technology* qui travaille sur le déversement de pétrole du Valdez avec un nouveau processus appelé système de cartographie Munmap. Elle utilise des ordinateurs pour déterminer l'épaisseur de la nappe de pétrole, sa progression, la direction des vents et le mouvement de l'océan. Elle a été fondée par cinq Canadiens formés dans les universités canadiennes et leur travail est à la fine pointe de la technologie. Il n'existe rien de semblable dans le monde. Ils sont très demandés.

Le Centre canadien des eaux intérieures a mis au point un processus qui transforme les boues d'épuration en un mazout pouvant servir au chauffage. New York et Melbourne, en Australie, veulent l'avoir. Nous l'utiliserons à Halifax. Cette technologie a été mise au point par des Canadiens!

J'ai aussi visité une autre société appelée *Xenon Environmental* capable de larguer d'un avion Hercules un système de filtration qui pèse sept tonnes.

J'ai demandé aux scientifiques qui l'ont conçu quel usage ils auraient pu en faire à Tchernobyl. Ils auraient pu fournir de l'eau potable, non polluée, aux habitants de cette ville, si ce processus de filtration à membrane avait été disponible. Il se fait beaucoup de bonnes choses au Canada et nous voulons les exploiter. Nous ne voulons

pas vivre dans le monde de ténèbres des députés d'en face.

• (1700)

La présidente suppléante (Mme Champagne): Je regrette de devoir interrompre le député. Nous reprendrons le débat avec le député de Prince George—Bulkley Valley (M. Gardiner).

M. Brian L. Gardiner (Prince George—Bulkley Valley): Madame la Présidente, les députés de ce côté-ci de la Chambre ont contribué des observations positives au débat d'aujourd'hui, et je m'en réjouis. Je suis heureux de participer au débat sur cette motion de mon collègue du parti libéral, une motion qui exhorte le gouvernement à appuyer davantage l'enseignement postsecondaire.

Je tiens à féliciter les députés libéraux d'en avoir fait une motion à mettre aux voix. Comme nous le savons tous, on a mis aux voix hier soir une excellente motion sur l'environnement proposée par ma collègue, la députée de Saanich—les Îles-du-Golfe (M^{me} Hunter). Malheureusement, les ministériels se sont prononcés hier soir contre la protection de l'environnement. J'espère qu'ils ne vont pas se prononcer ce soir contre la cause de l'éducation.

Je veux profiter de cette occasion pour parler de la question de l'éducation au plan national comme au plan régional, et notamment dans la région septentrionale de la Colombie-Britannique. Au plan national, il importe de prendre conscience du rôle que joue l'enseignement postsecondaire dans la vie économique. Il joue en effet un rôle important pour les jeunes, l'industrie et le gouvernement lui-même.

Plus tôt aujourd'hui, le ministre a présenté quelques observations au sujet du financement gouvernemental. Je l'ai interrogé au sujet des préoccupations que nous, de la Colombie-Britannique, avons sur la façon dont notre gouvernement provincial créditiste dépense l'argent destiné à l'éducation et à la santé. Le ministre m'a répondu qu'il fallait faire preuve de bonne volonté. Je suis pour la bonne volonté et je crois que c'est ce qui fait marcher la Chambre la plupart du temps. Toutefois, lorsqu'il s'agit de financer l'enseignement postsecondaire et les soins de santé, le Conseil du Trésor demande-t-il au ministre de faire preuve de bonne volonté? Il nous faut plus que de la bonne volonté, surtout dans le cas d'une province qui a M. Vander Zalm à sa tête. Nous sommes très inquiets des